

Réforme des retraites / Grève du 24 juin

Plus d'un-e postier-e sur trois en grève : formidable tremplin pour la suite

■ Le 24 juin les postier-es étaient appelé-es à faire grève et à manifester ■ Les annonces du gouvernement sont une véritable attaque contre l'ensemble de la population ■ La mobilisation ne faiblit pas et la rentrée doit voir le lancement d'une véritable offensive contre le projet de loi.

Des postier-es plus mobilisé-es

Le 27 mai un-e postier-e sur quatre était en grève. Cette journée, avec 10% de grévistes en plus à La Poste constitue le tremplin pour un mouvement d'ampleur. Elle traduit également une réaction face à une situation qui s'aggrave de jour en jour à La Poste : restructurations, souffrance au travail, salaire en berne. Dans tous les métiers les chiffres de grève sont en augmentation avec une explosion de grévistes du côté de l'Enseigne. Le projet présenté par le gouvernement est clairement désapprouvé au travers de cette mobilisation.

Des mesures de régression sociale

Nicolas Sarkozy et son gouvernement se sont faits les chantres de l'équité. Au contraire, toutes les réformes mises en place depuis 2002 ne sont vouées qu'à attaquer les plus faibles d'entre nous. Et la réforme des retraites en est le symbole le plus flagrant.

Cette réforme attaque toutes les composantes de la société. Les femmes, en diminuant leurs pensions de retraite alors qu'elles touchent déjà les faibles; et en aggravant, pour les fonctionnaires, les conditions de départs pour les mères de trois enfants.

Les jeunes qui, par le report de l'âge de départ à la retraite et l'augmentation de la durée des cotisations, vont devoir partir de plus en plus tard ou voir leur pension de retraite,

Quelques chiffres de grèves et de manifestations

Courrier 30 %

Enseigne 40 %

Service financier 45 %

Colis 20 %

DPOM 25 %

DTELP Aquitaine : 40%

CRSF de Dijon : 60%

DOTC Midi Pyrénées SUD: 40%

PASC Vannes : 30%

PIC Avignon : 30 %

DTELP MPO : 35 %

Manifestations:

Marseille : 120 000

Perpignan : 15 000

Rouen 40 000

Rennes : 25 000

Bordeaux : 60 000

Annecy 15 000



FÉDÉRATION des activités postales et de télécommunications

25/27 Rue des envierges

tel 01 44 62 12 00 : fax 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr <http://www.sudptt.org>

de fait, diminuer.

Les salarié-es qui subissent un travail pénible, devront attendre d'avoir une grave maladie pour pouvoir prétendre à la retraite et subir plutôt que d'en profiter.

Ce ne sont que quelques exemples d'une réforme qui ne vise qu'à faire payer les salarié-es qui travaillent, et qui épargne une nouvelle fois, les revenus financiers.

Nul doute que nos patrons se frottent déjà les mains de voir aboutir un tel projet.

Passer à une offensive généralisée.

Si on laisse faire le gouvernement, c'est un désastre social qui se prépare pour les générations futures. Le gouvernement veut nous faire croire à sa volonté de maintenir le système de répartition. Au contraire, c'est bien sa volonté de le détruire avec le soutien du patronat qui prédomine dans ce projet.

Tout indique qu'un saut qualitatif important a été franchi dans la construction du rapport de forces. La population reste mobilisée contre ce projet, le gouvernement et le MEDEF. Il faut maintenant préparer les prochaines échéances : Le 13 juillet, date de la présentation du projet de loi au conseil des ministres doit être une prochaine étape. Nous devons rester mobilisés tout l'été et, dès septembre, date de l'ouverture du débat parlementaire, lancer une véritable offensive contre cette réforme scélérate. SUD PTT et l'Union Syndicale Solidaires sont prêtes à s'engager dans un bras de fer avec ce gouvernement qui reste sourd à la volonté de la population de profiter longtemps et en bonne santé de sa retraite.

Dès maintenant préparons une mobilisation d'ampleur en septembre. Donnons-nous les moyens de mettre en place une grève générale pour botter le cul au gouvernement et au MEDEF.

Retrait du projet de loi !!!

- **Maintien du départ à 60 ans**
- **Non à l'augmentation des durées de cotisations**
- **Pour un véritable partage des richesses**

le 24 juin 2010

